

ATELIER 1:

AMPHI 180

GRANDS ÉVÉNEMENTS ET TRANSFORMATIONS URBAINES : ENJEUX SOCIAUX ET POLITIQUES – MEGA-EVENTOS E TRANSFORMAÇÕES NO ESPAÇO URBANO : IMPLICAÇÕES SOCIAIS E POLÍTICAS

Président de séance : Philippe Urvoy

Discutant : João Sette Whitaker

Les potagers urbains comme espaces de résistances face aux méga-événements.
Perspectives France-Brésil (Jeux Olympiques Rio de Janeiro 2016 et Paris 2024)
Thaïs Vianna (APPUII)

Rio – Paris «de quoi les grands aménagements urbains en cours sont-ils le nom ?»
Barbara Gonçalves (EHESS), Matheus Viegas Ferrari (Université Fédérale de Bahia et Université Paris 8)

Coupe du monde de football 2014 à Sao Paulo et Jeux Olympiques Paris 2024 en Seine-Saint-Denis : les enseignements des mobilisations populaires
Marianna Kontos (ENSA PVS), Talita Gonsales (UFABC/Lab Juta)

**Les potagers urbains comme espaces de résistances face aux méga-événements.
Perspectives France-Brésil (Jeux Olympiques Rio de Janeiro 2016 et Paris 2024)**
Thaïs Vianna (APPUII)

(Manquant)

Rio – Paris «de quoi les grands aménagements urbains en cours sont-ils le nom ?»

Barbara Gonçalves (EHESS), Matheus Viegas Ferrari (Université Fédérale de Bahia et Université Paris 8)

« **De quoi les grands projets d'aménagement urbain sont-ils le nom ?** ». Cette question découle de terrains menés à Rio de Janeiro et à Paris où nous avons remarqué l'omniprésence d'un discours qui se veut homogène. D'emblée, elle peut engendrer deux interprétations, tout à fait complémentaires. La première repose sur un discours officiel, ou dominant, souvent tenu par l'État, les médias mais aussi par les organisateurs de grands événements, comme les comités olympiques locaux, les maîtres d'œuvres et les promoteurs. Les Jeux olympiques et paralympiques (JOP), métonymie presque des méga-événements, ont été présentés dans les deux villes comme un instrument avoué, trouvant leur légitimité toujours au nom de quelque chose : le développement, l'emploi, la sécurité, l'environnement. La deuxième interprétation, plus critique, sous-tend que l'événementialisation et l'aménagement urbain poussés par les méga-événements sont un épiphénomène d'un processus plus large, qu'il resterait à identifier, voire définir. Par-là, il faudrait s'éloigner du discours officiel et reprendre l'idée foucauldienne « quelle histoire on peut en faire » pour interroger le régime urbain vers lequel mène le méga-événement. Des « grands mots » comme néolibéralisme, capitalisme ou mondialisation viennent à l'esprit, mais prendre ces concepts au sérieux suppose de ne pas les adopter comme point de départ ou présupposé, d'où l'ouverture de la question-problème que nous proposons.

Parmi les grands projets urbains qui ont marqué l'histoire de Rio de Janeiro à l'ère républicaine, nous pouvons en distinguer deux. Le premier, les travaux du Maire Pereira Passos réalisés au début du XX^e siècle et inspirés des réformes haussmanniennes à Paris, ils cherchaient à résoudre les problèmes d'insalubrité et d'infrastructure urbaine précaire tout en veillant à créer de l'attractivité dans la capitale d'un pays en plein essor économique. Un siècle plus tard, l'opinion internationale est à nouveau au cœur des inquiétudes de Rio de Janeiro. Les grands projets dudit cycle olympique veillaient à atténuer les problèmes sociopolitiques de la ville et à l'insérer dans les dynamiques/flux du capital mondialisé^[1]. Pour ces réformes, les soi-disant « bienfaits » au vu de l'héritage des grands événements justifieraient et légitimeraient le projet de transformation de l'espace urbain.

En tant que modèle, les JOP n'existent pas dans le vide et ne peuvent être compris que dans une *narrative*^[2] plus étayé. À Rio, le cycle olympique voit le jour en 2002, avec l'annonce des Jeux panaméricains de 2007, et se termine en 2016, à la suite de la tenue des Jeux olympiques à Rio de Janeiro. À eux, nous devons en rajouter d'autres comme la conférence Rio+20 (2012), la Journée Mondiale de la Jeunesse (2013) et la Coupe du Monde de Football (2014). On parlera ainsi de *cluster* de méga-événements, ce qui interroge le récit d'exceptionnalité mis en avant par l'État. Entre le projet hygiéniste du maire Pereira Passos dans les années 1900 et le cycle olympique du XXI^e siècle, un fil conducteur s'impose dans l'histoire urbaine de Rio : la gestion de la pauvreté. Celle-ci s'actualisant par des gouvernementalités répressives dans un espace social de plus en plus fragmenté^[3].

Pour ce qui est de Paris, nous devons revenir au contexte socio-historique du « Grand Paris », un projet qui s'étend à la construction symbolique de Paris en tant que capitale d'un Empire sous Napoléon III, le premier à parler d'un « Grand Paris », pour en faire un récit de la modernité. Nous devons insister que les méga-événements sont avant tout un instrument, « un facteur de création d'aménagements pérennes, comme un véritable outil d'aménagement et de développement urbain et métropolitain et comme un instrument dont on maîtrise de plus en plus les codes à la fois spatiaux et temporels »^[4]. Ils ne constituent donc pas une fin en soi, mais un moyen, d'où l'idée d'instrument. Pour les promoteurs de Seine-Saint-Denis en particulier, l'accueil des Jeux s'inscrit dans une revendication d'un patrimoine de banlieue, mettant en avant la richesse locale et les logiques mémorielles^[5]. L'observation ethnographique révèle également la façon dont l'histoire du territoire

de Seine–Saint-Denis est désormais présentée, oscillant entre son absence et ainsi la possibilité d'en raconter une — ce qui interroge la différence entre histoire et récit —, et les JOP comme « accélérateurs d'histoires », à l'instar de la devise réitérée dans les espaces urbains.

Dans les deux cas, que ce soit par la résolution de vieux problèmes ou par l'ambition de s'affirmer en tant que ville globale, les grands projets d'aménagements urbains liés aux méga-événements sont présentés comme une opportunité de développement. Si d'un côté, ces événements portent la notion inhérente d'exceptionnalité, de moments uniques dont il faudrait se saisir pour que la ville puisse enfin rayonner et se développer économiquement ; d'autre part, dans un régime d'urgence imposé par leur temporalité, les méthodes de gestion des pauvres par la violence sont continuellement appliquées par l'action de la police dans les favelas, le déni des banlieues en région parisienne, les expulsions et les frontières quotidiennes érigées au sein des deux villes. Face à cette contradiction, il appartiendrait aux différents agents dominants (médias, gouvernement, entreprises, etc.) de tisser un récit qui rendrait cohérent l'interventionnisme et le néolibéralisme qui ont dessiné les projets de gestion urbaine ^[6]. C'est en ce sens que les considérations soulevées ici donnent une certaine centralité à la manière dont des discours hégémoniques ont été mobilisés à la fois pour la construction d'une relative cohérence narrative du projet d'aménagement du cycle olympique à Rio et à Paris, mais aussi comme espace de critique ou de contestation des significations attribuées à ces grands projets.

Deux fils conducteurs convergent vers la planification du développement urbain : (1) la sécurité publique et, au-delà de la spectacularisation des événements en soi, (2) les conflits et contestations au vu de la préparation des villes. À Rio, pour stimuler les flux de capitaux et développer les infrastructures de la ville, comme l'a annoncé le maire Eduardo Paes, il était nécessaire de garantir la sécurité dans une ville marquée par des conflits territoriaux et commerciaux entre différents groupes armés. En d'autres termes, la ville jusqu'alors en « guerre contre la drogue » devait être « pacifiée » ^[7], ceci comme condition à ladite réussite des transformations urbaines proposées dans la planification gouvernementale. Cela trouve un parallèle à Saint-Denis, dont le maire aura invité une montée en technologies de surveillance : selon lui, « c'est une guerre », celui qui est mieux informé, gagne [10].

Si dans un premier temps, le processus d'hypermédiatisation a conduit à la production d'une perception commune de la « pacification » à Rio et de la « résilience » à Paris comme solution au problème de la violence et de la préparation de la ville comme opportunité ^[8], la visibilité donnée au projet urbain des grands événements a également été traversée par les contre-récits critiques du projet urbain, favorisant sa formulation en tant que problème public ^[9]. À Rio, au lieu de l'héritage attendu, le dépassement des seuils de dépenses publiques, la violence de la police de pacification, les déplacements des populations, l'abandon de certaines infrastructures créées ou encore les retards dans la construction ont été des éléments mis sur le compte des grands événements et en particulier des Jeux Olympiques par des journaux qui initialement soutenaient le projet. Dans le Paris des années 2020, les JOP produisent leur propre critique. Autrement dit, les enjeux et les limites sont bien connus par la population, les élus, les médias ; ce d'autant plus que dans les villes où une consultation populaire a été tenue, les candidatures aux JOP 2024 ont été retirées. Nous pensons à Boston, à Budapest, à Hambourg et à Rome. Cela nous donne aussi des indices de pourquoi à un an des JOP Paris 2024, il n'y ait que très peu de concertation, médiatisation et diffusion sur l'espace urbain.

Si à Rio, le cycle olympique s'achève en laissant derrière lui une image de crise généralisée, à Paris la crise est évitée à tout moment : la solution semblant être de ne pas en parler pour qu'ils ne deviennent pas un problème public. Un « néant » médiatique, issu lui-même d'un manque de transparence politique, ne crée pas un « débat de masse », mais des faits divers isolés, souvent dissociés de la complexité d'un méga-événement. Les scandales de corruption et l'explosion de la

dette publique carioca ont entraîné la désactivation d'infrastructures majeures. L'intervention militaire des favelas a été ainsi présentée comme une solution pour endiguer la criminalité, soulevant la question de la promotion d'un développement souhaité sans aggraver la violence des relations sociales dans un espace urbain ségrégué. Nous nous tournons vers ce passé pour nous interroger quel horizon pour Paris ?

[1] COCCO, Giuseppe. « MundoBraz » Rio de Janeiro, Record, 2012.

[2] FAURE, Alexandre, « The impact of Paris 2024 on the construction of the Grand Paris Express: a hidden extra cost of the Olympic », <https://hal.science/hal-03253557/document> , 2012.

[3] MACHADO DA SILVA, L. A. "As UPPs, a linguagem da violência urbana e a sociabilidade no Rio de Janeiro". In: SANTOS, A. P. et al. (orgs.). *Rio de Janeiro : um território em mutação*. Rio de Janeiro, Gramma Livraria e Editora. p 117

[4] GRAVARI-BARBAS, Maria « La « ville festive » ou construire la ville contemporaine par l'événement », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 2009, p. 280.

[5] COUSIN, Saskia et. al., « Contre la métropole créative ... tout contre. Les politiques patrimoniales et touristiques de Plaine Commune, Seine-Saint-Denis », *Métropoles*, n° 17, <https://doi.org/10.4000/metropoles.5171>, 2015, § 61.

[6] TOMMASI

[7] LEITE, Marcia P. « Da metáfora da Guerra ao projeto de pacificação : favelas e políticas de segurança pública no Rio de Janeiro ». *Revista Brasileira de Segurança Pública*. 327-388.

[8] MENDONÇA, Kleber. « A pacificação dos sentidos.

[9] CORREIA, Diogo. MENEZES, Palloma. « From disarmament to rearmament : elements for a sociology of critique of the pacification police unit program ».

[10] Note de terrain du 14 mai 2022 de Matheus Viegas Ferrari.

Coupe du monde de football 2014 à Sao Paulo et Jeux Olympiques Paris 2024 en Seine-Saint-Denis : les enseignements des mobilisations populaires

Marianna Kontos (ENSA PVS), Talita Gonsales (UFABC/Lab Juta)

Français - Coupe du monde de football 2014 à Sao Paulo et Jeux Olympiques Paris 2024 en Seine-Saint-Denis : les enseignements des mobilisations populaires

1. Introduction - Marianna

Les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football sont des grands événements sportifs mondiaux qui suscitent de plus en plus d'interrogations quant à leur modèle et à leurs modes de reproduction de l'espace urbain. Dans le contexte de crises économiques, sociales et environnementales des dix dernières années, certaines candidatures ont même été retirées. Et lorsque les villes sont finalement désignées comme hôtes de ces grands événements, on constate souvent la mobilisation de collectifs d'habitants et de militants qui les remettent en question et les contestent.

Que dire des deux mobilisations qui se sont organisées en France et au Brésil, l'une face à la Coupe du monde de football de 2014 à Sao Paulo et l'autre, actuellement en cours, face à l'aménagement des Jeux olympiques de Paris 2024 en Seine-Saint-Denis ? Est-il possible d'en tirer des enseignements communs ? Se sont-elles confrontées aux mêmes enjeux ? Produisent-elles les mêmes stratégies d'opposition aux injustices liées à la fabrication, par des grands événements, de la ville néolibérale.

C'est ce que nous proposons de discuter aujourd'hui avec vous.

2. Présentation de la mobilisation à Sao Paulo face à la Coupe du monde de football 2014 - Talita

Cette présentation fait partie de ma recherche de Master qui s'est concentrée sur l'analyse des pratiques de planification insurrectionnelle qui ont eu lieu en réponse aux menaces d'expulsion liées à la Coupe du Monde de la FIFA 2014. Cependant, pour cette présentation, je ne me concentrerai pas sur le cas de la Comunidade da Paz, mais sur les mobilisations plus larges qui ont eu lieu autour du Comité Populaire pour la Coupe du Monde à São Paulo.

Contrairement aux Jeux olympiques, la Coupe du monde se déroule dans plusieurs villes hôtes et, au Brésil, elle s'est déroulée dans 12 villes, ce qui a déjà attiré l'attention et fait l'objet de plusieurs questions, étant donné que le nombre de villes accueillant des matches de la Coupe du monde varie généralement entre 8 et 10. Les points suivants sont basés sur le travail de ce chercheur au sein du Comité populaire de la Coupe du monde de São Paulo et de l'ANCOP (Articulação Nacional dos Comitês Populares da Copa), plus particulièrement en ce qui concerne les agendas relatifs au logement et au droit à la ville.

J'ai présenté les points suivants :

- Articulation nationale des comités populaires et comité de São Paulo.
- Organisation et activités du Comité de São Paulo : présentation des stratégies, de l'organisation, des agendas.
- Changement de la région du stade et stratégies de l'Etat

- Zones d'exception et zones libres : une contreposition et une réponse au modèle de la "ville des méga-événements".

- Actions inter-scalaires

- Activités nationales : présentation des stratégies, de l'organisation et des agendas

- Diversité des thèmes entre les comités

3. Présentation de la mobilisation en Seine-Saint-Denis face aux Jeux olympiques et paralympique Paris 2024 - Marianna

Le 13 septembre 2017, Paris est désignée ville hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024. 35 sites de compétitions sportives sont répartis sur toute la France dont 26 se concentrent dans l'aire urbaine de la métropole du Grand Paris.

La Seine-Saint-Denis, banlieue pauvre située au nord de Paris, constitue le principal lieu de construction de l'infrastructure olympique et le lieu d'aménagement de 3 projets urbains appelés « héritage » par les organisateurs et aménageurs des jeux : le village olympique, le centre aquatique olympique et le cluster des médias. En tout, ce sont 160 ha qui sont aménagés, plus de 4500 logements et plus de 200 000 m² de bureaux qui sont construits.

Le calendrier est particulièrement contraint. L'infrastructure olympique se réalise sous état d'urgence événementiel et régime d'exception. On observe également un recentrement de l'action d'aménagement autour de l'Etat et de ses services.

Les JOP Paris 2024 s'implantent dans le département le plus pauvre et le plus cosmopolite de France métropolitaine. C'est un territoire également en mutation depuis plus de 20 ans qui s'inscrit aujourd'hui dans le processus de fabrication de la métropole du Grand Paris.

Les enjeux sociaux et environnementaux sont fondamentaux dans la transformation de la Seine-Saint-Denis confrontée à la pollution des sols, de l'air, à la densification urbaine accélérée, au manque d'équipement publics, et de transport en commun de qualité, à la gentrification avec la hausse des valeurs locatives et immobilières.

Face aux aménagements des JOP Paris 2024, des habitants et militants se sont organisés en créant deux collectifs : le Comité de vigilance JO2024 à Saint-Denis (CVJOSD) né en septembre 2017 et Saccage 2024 né en novembre 2020. Le CVJOSD regroupe plus d'une quinzaine associations et collectifs de la Seine-Saint-Denis qui se mobilisent ensemble autour de l'héritage des jeux et réclament depuis le début un projet répondant aux besoins des habitants et un processus de fabrication réellement démocratique. Saccage 2024 réunit des personnes impliquées également dans des collectifs locaux et issues des luttes écologistes, anti-racistes, anti-sexistes, anti-capitalistes, anti-validistes. Saccage 2024 s'oppose aux jeux, et dénonce les dangers, les injustices sociales, les problèmes environnementaux et démocratiques qu'ils engendrent pour le territoire et ses habitants. Il fait partie du réseau international et informel anti-JO « Nolympics Anywhere » qui conteste l'organisation d'un tel grand événement partout dans le monde.

Cette mobilisation s'est structurée autour de plusieurs sites concernés par la construction des ouvrages olympiques métropolitains et des luttes suivantes :

- la contestation des orientations programmatiques du projet urbain d'héritage olympique sur l'ensemble des sites qui ne correspondent pas aux réels besoins des habitants et la dénonciation des conditions de l'urbanisation du territoire pour 2024 notamment le manque de transparence,

l'accélération et la simultanéité des consultations du public ou encore le caractère dérogatoire du cadre réglementaire, qui ont rendu et rendent difficile voire impossible la participation des habitants aux transformations de leur territoire ;

- la contestation du projet de réaménagement de l'échangeur autoroutier sur l'A86 dans le quartier Pleyel et la dénonciation des risques qu'il fait peser sur la santé et la sécurité des riverains et des enfants du quartier ;
- la dénonciation de l'expulsion des résidents du foyer de travailleurs migrants ADEF de Saint-Ouen situé dans le périmètre du village olympique et des conditions non concertées et indignes de leur relogement ;
- la défense des jardins ouvriers d'Aubervilliers contre leur destruction sur une surface d'1 hectare ;
- la contestation de l'urbanisation d'une partie du Parc Georges Valbon à Dugny la Courneuve et la destruction d'écosystème d'une zone classée Natura 2000 pour la construction de village des médias ;
- la loi Olympique n°2 sur les dispositifs de sécurité pendant les jeux et les risques d'augmentation des violences policières en Seine-Saint-Denis ;
- la précarité des emplois proposés pendant les jeux ;
- les conditions de travail des ouvriers sur les chantiers JO et Grand Paris Express ;
- les valeurs olympiques liant sport, performance, virilisme et validisme.

Les deux collectifs ont utilisé différentes stratégies : la négociation avec l'Etat aménageur des jeux, l'opposition par l'occupation des sites menacés, l'offensive juridique. Au sein de ces stratégies, de multiples outils ont été développés : travail collectif d'enquête et de contre-expertise, textes et messages interpellant les élus, les institutions olympiques et le public par l'intermédiaire des médias et des réseaux sociaux, organisation de " toxic tours ", qui sont des promenades urbaines critiques autour de la construction olympique, organisation de débats publics et conférences, manifestations, réalisation de contre-projets, affichage de slogans de dénonciation dans l'espace public, production de textes argumentatifs et plaidoyers. Dans cette dynamique les collectifs du CVJOSD et Saccage 2024 ont également créé plusieurs alliances, entre eux d'abord, avec des mobilisations internationales ensuite, mais aussi avec d'autres groupes : journalistes, avocats, architectes, élus, chercheurs, étudiants, militants politiques, associations de parents d'élèves, association pour l'amélioration de la qualité de l'air, mouvements écologistes, association de défense des droits et libertés sur Internet, plus récemment des syndicats de travailleurs, élargissant ainsi la palette d'outils de la lutte. Cependant, cette articulation entre collectifs habitants et militants issus plutôt de la classe moyenne n'a pas réussi à faire le lien avec d'autres mobilisations émanant des quartiers populaires, notamment celles faisant face aux projets de renouvellement urbain ou encore celles luttant contre les violences policières. Les collectifs mobilisés n'ont également, jusqu'à présent, pas réussi à s'allier avec les travailleurs des chantiers JO dont les conditions de travail sont décadrées et leur santé et vie même sont menacées notamment par l'urgence structurelle des JO, le retard des chantiers lié au covid, le recours à la sous-traitance, le non-respect des règles de sécurité.

L'analyse de la mobilisation et des différentes luttes révèle que l'« héritage » des jeux pour le territoire et ses habitants consiste, en définitive, non seulement à renforcer l'exclusion sociale et la ségrégation spatiale, mais aussi à aggraver la pollution et la dégradation de la qualité

environnementale du cadre de vie. Les habitants sont dépossédés de leur accès à la délibération démocratique, de leur logement pour les plus pauvres et les plus précaires.

Pour conclure, on peut lire la mobilisation de ces deux collectifs comme un ensemble de tentatives de réappropriation de l'espace et du temps démocratique face à la fabrication urbaine d'une métropole néolibérale et comme une action collective d'autodéfense face aux conséquences sociales et environnementales qu'elle génère.

4. Dialogue /conclusion – Talita

En examinant les deux expériences de terrain présentées ici, nous renforçons l'idée que le modèle de développement, de société et de ville qui est imprimé à partir des méga-événements est l'approfondissement néolibéral, qui accentue les inégalités (étant donné les proportions et les différences entre les contextes de Paris et de São Paulo), et ne dialogue pas avec les besoins des villes d'accueil. Dans les deux cas, les expériences de mobilisation et de résistance qui remettent en question les méga-événements sont basées sur la contestation de plusieurs perspectives et agendas qui ont pour toile de fond la contestation de la ville et du modèle de développement que nous voulons. D'autre part, les deux expériences se positionnent également comme des moyens d'expérimenter d'autres façons d'être et de produire des villes, des moyens qui partent de la réalité, du dialogue avec les personnes affectées par les méga-événements et qui cherchent à construire des villes moins inégales. En ce sens, les stratégies sont parfois même alignées, pas nécessairement en fonction de leurs résultats, mais surtout en tant que processus, en tant que manière de penser collectivement à des solutions et à des résistances. Ainsi, les expériences de résistance aux méga-événements présentées ici nous apportent des indications sur l'importance de l'articulation des agendas, des agents et des stratégies pour construire, penser et expérimenter une radicalisation dans la manière de produire des villes.

Português (*traduzido por deepL*) - Copa do Mundo 2014 em São Paulo e Jogos Olímpicos Paris 2024 em Seine-Saint-Denis : aprendizados das mobilizações populares

1. Introdução - Marianna

Os Jogos Olímpicos e a Copa do Mundo de Futebol são grandes eventos esportivos globais que cada vez mais levantam questões sobre seu modelo e as formas como reproduzem o espaço urbano. No contexto das crises econômicas, sociais e ambientais dos últimos dez anos, algumas candidaturas foram até mesmo retiradas. E quando as cidades são finalmente escolhidas para sediar esses grandes eventos, geralmente vemos a mobilização de grupos de residentes e ativistas que os questionam e desafiam.

O que podemos dizer sobre as duas mobilizações que ocorreram na França e no Brasil, uma contra a Copa do Mundo de Futebol de 2014 em São Paulo e a outra, atualmente em andamento, contra o planejamento dos Jogos Olímpicos de Paris 2024 em Seine-Saint-Denis? Há lições comuns a serem aprendidas? Eles estão enfrentando os mesmos desafios? Estão produzindo as mesmas estratégias para se opor às injustiças associadas à construção da cidade neoliberal por meio de grandes eventos?

2. Apresentação da mobilização em São Paulo em face da Copa do Mundo de Futebol de 2014

-Talita

Essa apresentação é parte da minha pesquisa de mestrado que se concentrou na análise de práticas insurgentes de planejamento que aconteceram em resposta às ameaças de remoção relacionadas à realização da Copa do Mundo da FIFA de 2014. Porém, para essa apresentação, vou me ater às mobilizações mais amplas, que aconteceram em torno do Comitê Popular da Copa de São Paulo.

Diferentemente dos Jogos Olímpicos, a Copa do Mundo acontece em diversas cidades-sede. No Brasil, aconteceram em 12 cidades, o que já chama atenção, e foi motivo de diversos questionamentos, já que o número de cidades que sediam os jogos da Copa costumam variar entre 8 a 10. Os pontos relatados a seguir estão baseados na atuação desta pesquisadora no Comitê Popular da Copa de São Paulo e na ANCOP (Articulação Nacional dos Comitês Populares da Copa), mais especificamente relacionada às pautas que dizem respeito à habitação e ao direito à cidade.

Relato sobre os seguintes pontos:

- Articulação Nacional dos Comitês Populares e Comitê de São Paulo
- Organização do Comitê de São Paulo e atividades: apresentação das estratégias, organização, pautas.
- Mudança da região do estádio e estratégias do Estado
- Zonas de exceção e zonas livres: uma contraposição e resposta ao modelo da "cidade dos megaeventos"
- Ações interescolares
- Atividades Nacionais: apresentação das estratégias, organização e pautas
- Diversidade de temas entre os comitês

3. Apresentação da mobilização em Seine-Saint-Denis para os Jogos Olímpicos e Paraolímpicos de Paris 2024 - Marianna

Em 13 de setembro de 2017, Paris foi designada cidade-sede dos Jogos Olímpicos e Paraolímpicos de Verão de 2024. 35 locais de competição esportiva estão espalhados pela França, 26 dos quais estão concentrados na área urbana da Grande Paris.

Seine-Saint-Denis, um subúrbio pobre ao norte de Paris, é o principal local para a construção da infraestrutura olímpica e o local de desenvolvimento de três projetos urbanos chamados de "legado" pelos organizadores e desenvolvedores dos Jogos: a vila olímpica, o centro aquático olímpico e o cluster de mídia. Ao todo, 160 hectares serão desenvolvidos e mais de 4.500 residências e mais de 200.000 m² de espaço para escritórios serão construídos.

O cronograma é particularmente apertado. A infraestrutura olímpica está sendo construída sob um estado de emergência para eventos e circunstâncias excepcionais. Também houve uma reorientação das atividades de planejamento em torno do governo e de seus departamentos.

Os Jogos Olímpicos de Paris 2024 estão sendo realizados no departamento mais pobre e mais cosmopolita da França continental. É também uma área que vem mudando há mais de 20 anos e agora faz parte do processo de criação da metrópole da Grande Paris.

As questões sociais e ambientais são fundamentais para a transformação de Seine-Saint-Denis, que enfrenta a poluição do solo e do ar, a densificação urbana acelerada, a falta de instalações públicas e de transporte público de qualidade e a gentrificação com o aumento dos valores de aluguéis e propriedades.

Diante dos planos para os Jogos Olímpicos de Paris 2024, moradores e ativistas se organizaram criando dois grupos: o Comitê de vigilância JO2024 à Saint-Denis (CVJOSD), formado em setembro de 2017, e o Saccage 2024, formado em novembro de 2020.

A CVJOSD reúne mais de quinze associações e grupos de Seine-Saint-Denis que estão trabalhando juntos no legado dos jogos e que, desde o início, pedem um projeto que atenda às necessidades dos residentes locais e um processo de produção genuinamente democrático.

O Saccage 2024 reúne pessoas que também estão envolvidas em grupos ambientais, antirracistas, antissexistas, anticapitalistas e antivalidistas locais. O Saccage 2024 se opõe aos Jogos e denuncia os perigos, as injustiças sociais, os problemas ambientais e democráticos que eles criam para a região e seus habitantes. Ele faz parte da rede internacional informal anti-Jogos "Nolympics Anywhere", que está fazendo campanha contra a organização de um evento desse porte em qualquer lugar do mundo.

Essa mobilização foi estruturada em torno de vários locais afetados pela construção de instalações olímpicas metropolitanas e das seguintes lutas

- contestar as diretrizes programáticas do projeto urbano de legado olímpico em todos os locais, que não correspondem às necessidades reais dos moradores, e denunciar as condições de urbanização da área para 2024, em particular a falta de transparência, a aceleração e a simultaneidade das consultas públicas e o caráter depreciativo do marco regulatório, que dificultaram, se não impediram, a participação dos moradores na transformação de sua área;
- contestar o plano de reconstrução do trevo da rodovia A86 no distrito de Pleyel e denunciar os riscos que ele representa para a saúde e a segurança dos moradores e das crianças locais;
- denunciar o despejo dos residentes do albergue de trabalhadores migrantes da ADEF em Saint-Ouen, localizado dentro do perímetro da Vila Olímpica, e as condições descoordenadas e indignas de seu realojamento;
- defesa dos loteamentos de Aubervilliers contra a destruição de 1 hectare de terra;
- contestação da urbanização de parte do Parc Georges Valbon em Dugny la Courneuve e da destruição do ecossistema de uma área classificada como Natura 2000 para a construção da vila da mídia;
- Lei Olímpica nº 2 sobre medidas de segurança durante os Jogos e o risco de aumento da violência policial em Seine-Saint-Denis;
- a natureza precária dos empregos oferecidos durante os Jogos;
- as condições de trabalho dos operários nas obras dos Jogos Olímpicos e do Grand Paris Express;
- os valores olímpicos que associam esporte, desempenho, virilidade e validação.

Os dois coletivos usaram uma variedade de estratégias: negociação com o Estado, que está planejando os Jogos, oposição por meio da ocupação dos locais ameaçados e ação legal. Dentro dessas estratégias, uma ampla gama de ferramentas foi desenvolvida: trabalho coletivo de investigação e contra-especialização, textos e mensagens questionando autoridades eleitas,

instituições olímpicas e o público por meio da mídia e das redes sociais, a organização de "passeios tóxicos", que são caminhadas urbanas críticas em torno do local de construção dos Jogos Olímpicos, a organização de debates e conferências públicas, manifestações, a produção de contraprojetos, a afiação de slogans denunciando os Jogos no espaço público, a produção de textos argumentativos e apelos.

Como parte dessa dinâmica, os coletivos CVJOSD e Saccage 2024 também criaram várias alianças, primeiro entre si, depois com mobilizações internacionais, mas também com outros grupos: jornalistas, advogados, arquitetos, representantes eleitos, pesquisadores, estudantes, ativistas políticos, associações de pais, associações para a melhoria da qualidade do ar, movimentos ambientais, associações para a defesa dos direitos e liberdades na Internet e, mais recentemente, sindicatos de trabalhadores, ampliando assim a gama de ferramentas disponíveis para a luta. No entanto, essa combinação de coletivos de moradores e ativistas de origens mais de classe média não conseguiu estabelecer vínculos com outros protestos de bairros da classe trabalhadora, especialmente aqueles contra projetos de renovação urbana ou contra a violência policial. Até o momento, os coletivos também não conseguiram formar alianças com os trabalhadores nos canteiros de obras dos Jogos Olímpicos, cujas condições de trabalho se deterioraram e cuja saúde e vida estão ameaçadas pela urgência estrutural dos Jogos, pelos atrasos na construção ligados à covid, pelo uso de subcontratados e pelo não cumprimento das normas de segurança.

Uma análise da mobilização e das várias lutas revela que o "legado" dos jogos para a área e seus moradores é, em última análise, não apenas reforçar a exclusão social e a segregação espacial, mas também piorar a poluição e a deterioração da qualidade ambiental do ambiente em que vivem. Os moradores são privados de seu acesso à deliberação democrática e de sua moradia para os mais pobres e precários.

Concluindo, a mobilização desses dois coletivos pode ser vista como um conjunto de tentativas de reapropriação do espaço e do tempo democráticos diante da construção urbana de uma metrópole neoliberal e como uma ação coletiva de autodefesa diante das consequências sociais e ambientais que ela gera.

4. Diálogo e conclusão - Talita

A partir do olhar para as duas experiências de campo apresentadas aqui, reforça-se a ideia de que **o modelo de desenvolvimento, de sociedade e de cidade que é impressa a partir dos megaeventos é o do aprofundamento neoliberal, que acentua as desigualdades (dadas as devidas proporções e diferenças entre os contextos de Paris e de São Paulo), e não dialoga com as necessidades das cidades-sede. Nos dois casos as experiências de mobilização e resistência que questionam os megaeventos se dão a partir da contestação de diversas perspectivas e pautas que têm como pano de fundo a contestação do modelo de cidade e de desenvolvimento que queremos.** Por outro lado, ambas as experiências também se colocam como formas de experimentar outras formas de estar, pensar e produzir cidade, formas que partem da realidade, do diálogo junto aos atingidos por megaeventos e que buscam construir cidades menos desiguais. Nesse sentido, as estratégias, em alguns momentos inclusive se alinham, não necessariamente a partir de seus resultados, mas especialmente como processo, como forma de pensar coletivamente saídas e resistências. Dessa forma, as experiências de resistência aos megaeventos apresentados aqui nos trazem indícios acerca da importância da articulação de pautas, agentes e estratégias para construir, pensar e experimentar uma radicalização na forma de produzir cidades.